



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N°2023\_057

Séance du 19 décembre 2023

Le 19 décembre deux mille vingt-trois à 9h, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, légalement convoqué, par avis individuel, s'est réuni au siège du Centre de Gestion de la Lozère, 11, boulevard des Capucins, 48 000 Mende.

Nombre d'administrateurs en exercice : 20

Date de l'envoi de la convocation le 23/11/2023

### Etaient présents :

Messieurs : **BERGOGNE Francis**, Maire de Barjac ; **BEAURY Pascal**, Maire de Mont-Lozère et Goulet ; **COLLANGE Jean-François**, Adjoint au Maire de Langogne ; **ITIER Jean-Paul**, Maire de St léger de Peyre ; **MALAVIEILLE Christian**, Maire Délégué de Javols ; **REYDON Michel**, Maire de Vialas ; **SUAU Laurent**, Maire de Mende.

Mesdames : **GAILLAC Josette**, Maire de Bassurels ; **MINET-TRENEULE Elizabeth**, Adjointe au Maire de Mende.

### Etaient excusés :

Messieurs : **BAYLE Régis**, Conseiller régional de la Région Occitanie ; **BOUNIOU Lionel**, Maire de Bourgs sur Colagne ; **JACQUES Jérôme**, Adjoint au Maire de Chanac ; **POURQUIER Jean-Paul**, Maire du Massegras Causses Gorges ; **SAINT-LEGER Francis**, Président de la CC Randon-Margeride.

Mesdames : **BREMOND Patricia**, Maire de Marvejols ; **HUGON Christine**, Maire de Saint Chély d'Apcher ; **MAILLOLS Aurélie**, Conseillère régionale de la Région Occitanie ; **THEROND Flore**, Maire de Florac 3 rivières.

**Monsieur BRUGERON Jean-Noël** donne pouvoir à **Monsieur SUAU Laurent**, Maire de Mende.

**Monsieur ASTRUC Alain** donne pouvoir à **Monsieur ITIER Jean-Paul**, Maire de St léger de Peyre

Assistaient également Madame **ABINAL Emmanuelle**, Directrice du Centre de Gestion et Messieurs **SCHREINER Bruno**, Adjoint de Direction et **SCHWANDER Marc**, payeur départemental.

Le Président procède à la nomination d'un secrétaire, pris dans le sein du Conseil. Monsieur ITIER Jean-Paul, ayant été désigné pour remplir ces fonctions, les a acceptées. Monsieur le Président a ouvert la séance. Le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer.

**CRÉATION/SUPPRESSION DE POSTE POUR LES FONCTIONS DE RESPONSABLE CONCOURS**

### Le Président présente à l'assemblée :

Vu le Code Général de la Fonction Publique (notamment l'article L.313-1),  
Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,  
Considérant le tableau des effectifs existant,  
Considérant l'avis du Comité Social Territorial en date du 14/12/2023,

Afin de répondre au besoin du service concours et suite au départ d'un agent, il convient de créer un emploi permanent de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe territorial à temps complet (36 heures 30 par semaine), pour exercer les fonctions de responsable de ce service, et de supprimer un poste à temps complet (36 heures 30 par semaine) de rédacteur.

Cet emploi pourra éventuellement être pourvu pour l'exercice des fonctions décrites par un agent non titulaire dans les conditions de l'article L332-8 (2°) du Code Général de la Fonction Publique, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code. Son niveau de recrutement serait alors fixé à minima au niveau IV (Bac) et le niveau de rémunération défini en référence à l'indice majoré afférent à l'un des cinq premiers échelons du grade susvisé au moment de la signature du contrat.

### Le Président propose :

- **DE CREER** un emploi permanent de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe territorial, à temps complet, à 36 heures 30 par semaine, à compter du 01 janvier 2024.
- **DE SUPPRIMER** un emploi permanent de rédacteur territorial, à temps complet, à 36 heures 30 par semaine, à compter du 01 janvier 2024.

### Le Conseil d'Administration après avoir délibéré décide à l'unanimité :

- **DE CREER** un emploi permanent de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe territorial, à temps complet, à 36 heures 30 par semaine, à compter du 01 janvier 2024.
- **DE SUPPRIMER** un emploi permanent de rédacteur territorial, à temps complet, à 36 heures 30 par semaine, à compter du 01 janvier 2024.

Mende, le 19 décembre 2023

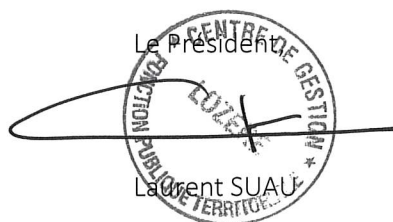
Le secrétaire de séance,

Jean-Paul ITIER



Le Président,

Laurent SUAU



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Nîmes, 6 Av. Feuchères, 30000 Nîmes, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).